



« Une simple étincelle peut enflammer une prairie »

Notre camarade chinois Quianli nous a accompagnés pendant 15 mois. Il vient de rentrer dans son pays et nous a offert cette calligraphie en guise d'encouragement.

Avant de partir, il a tenu un très intéressant exposé aux JC du 15^{ème} sur l'histoire du Parti communiste chinois et la situation complexe des communistes en Chine actuellement. Les tentations capitalistes ou social-démocrates, rivales, d'une bonne partie des cadres du PCC s'affrontent à l'ancrage historique du socialisme et du Parti et à la recherche d'organisations révolutionnaires renouvelées du côté de la nouvelle classe ouvrière comme de la paysannerie. Nos meilleurs vœux à Quanli. Ne voyez une conversion de notre section au maoïsme mais la nécessité de renforcer les liens avec les communistes chinois sincères.

Solidarité avec le peuple grec contre l'UE du capital

Tract—2 novembre 2011

Ce qui se passe en Grèce nous concerne directement.

La Grèce est le laboratoire des politiques de super-austérité que les gouvernements nationaux, l'UE et les capitalistes veulent infliger aux peuples contre les salaires, la protection sociale, tous les acquis sociaux et démocratiques nationaux.

Le peuple grec résiste aussi de plus en plus fort face aux sacrifices tellement injustes qui lui sont imposés au profit de la finance et au nom de l'euro. Le pouvoir grec est fragilisé. Les révoltes de l'autre côté de la Méditerranée sont toute récentes. Et en Grèce, la colère s'organise grâce à l'action d'avant-garde du Parti communiste grec (KKE) et les organisations syndicales révolutionnaires qu'il inspire.

La montée rapide de ces luttes oblige le premier ministre grec, Georges Papandréou, et les dirigeants européens à changer de stratégie pour continuer à faire passer leur politique. Ils ne sont plus sûrs d'arriver à imposer le plan de Bruxelles soi-disant « d'aide à la Grèce ». Les Grecs ont bien compris qu'il s'agissait de les écraser encore le plus possible pour « sauver l'euro », avec une mise définitive du pays sous la tutelle de l'UE du capital, des grands trusts.

Le référendum convoqué par Papandréou vise à exercer un chantage sur le peuple pour couper court à la révolte, pour qu'il accepte lui-même majoritairement la politique antisociale et qu'il ne menace pas l'euro au niveau européen.

Le premier ministre, pourtant complètement disqualifié, se garde bien de convoquer des élections générales maintenant aux résultats imprévisibles.

Avec Sarkozy et Merkel, ils vont préparer la question et le calendrier qui pourront piéger le peuple grec et redonner un semblant de légitimité à l'UE et à l'euro dans les autres pays d'Europe.

Les pressions des institutions nationales et internationales seront maximales.

Suite p. 2 →

REPAS FRATERNEL DE FIN D'ANNEE—RESERVEZ VOTRE DIMANCHE 11

DECEMBRE 2011 (à partir de midi)

Attention, nouvelle adresse: 61 rue Violet (métro Duplex).

Menu de fête complet: 22 euros. Inscription par courrier à PCF, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS ou par téléphone auprès d'Emile TORNER, 01 48 56 16 66

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Suite de la page 1

Papandréou vient de changer tout l'état-major des armées. Cette intimidation militaire souligne la gravité de la situation. Elle rappelle le voyage de De Gaulle en mai 68 à Baden-Baden pour s'assurer du soutien éventuel de l'armée contre les manifestants.

Les menaces des grands impérialismes européens, d'abord l'allemand, se précisent.

Travailleurs, jeunes, retraités français, notre intérêt rejoint celui des Grecs. Nous sommes confrontés à la même politique.

L'UE oppose les peuples contre les autres. Ses partisans de droite et de « gauche » en France manifestent un mépris écoeurant du peuple grec. Opposons leur une véritable solidarité politique.

Il est très important que les Grecs entendent du peuple français un autre son de cloche que l'obéissance à l'UE du capital. Le consensus est total entre l'UMP, le PS et leurs rabatteurs pour l'UE. Sur le plan économique et social, ils sont dans la même logique politique quelle que soit le résultat des élections. Tout est lié.

Communistes, nous appelons, en solidarité avec le peuple grec,

- à manifester le plus fortement l'opposition aux plans d'austérité que se succèdent et à toutes leurs dispositions (taxe sur les mutuelles, baisse des remboursements de santé, hausse de la TVA etc.)
- à refuser tout plan de renflouement des banques avec de l'argent public, de « nationalisation des pertes », à exiger leur nationalisation intégrale sans indemnité pour les actionnaires.
- à remettre en cause la dette publique indue et toutes les politiques de cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches et au patronat.

Avec le Traité de Lisbonne, le plan de Bruxelles, les gouvernements nationaux de droite ou de « gauche » veulent enchaîner les peuples à des politiques au service du capital, décidées au niveau de l'UE, hors du cadre démocratique national. L'euro est l'instrument de cette politique. Ne l'acceptons pas !

Nous avons été 20 millions de travailleurs à rejeter le Traité de Maastricht puis à mettre en échec la « constitution européenne ». Ne laissons pas ces mobilisations décisives être récupérées par l'extrême droite pour le compte du système !

Communistes, nous militons pour que notre parti lance une grande campagne nationale pour la rupture avec l'UE du capital et l'euro.

Pleinement en phase et solidaires des travailleurs et de l'ensemble du peuple grec ! Unité internationale des peuples contre l'UE du capital !

HOMMAGE A CHARLES MICHELS ET SES CAMARADES



Sur tous les tracts de la semaine du 17 octobre, nous avons reporter la mention suivante avec la photo de Charles Michels. Les JC 15 ont distribué un tract rappelant l'engagement communiste de Guy Môquet à la porte de quatre lycées.

Le 22 octobre 1941, étaient assassinés le député communiste du 15ème Charles Michels, Guy Môquet et 25 de leurs camarades à Châteaubriant. Les collaborateurs ne se sont pas trompés en les arrêtant, puis en les désignant à la mort, les nazis en les tuant. Ils savaient que les communistes avec leur Parti sont les défenseurs les plus résolus des travailleurs et du pays contre le fascisme. Leur courage dans leur martyre le rappelle encore aujourd'hui.

SOUTIEN AUX FACTEURS DU 15^{ème} EN GREVE

Contre le plan de suppression de 24 postes à compter du 21 novembre, la lutte des facteurs de Paris 15 ne faiblit pas (tract de soutien ci-dessous). Plus de 10 jours de grève. 45 collègues au piquet avant le week-end. Un soutien de plus en plus large.

Leur détermination n'a d'égal que la hargne de certains cadres, bien payés pendant la grève, eux, pour menacer, harceler les grévistes, intimider les non-grévistes. « Vous allez le regretter, je vais vous faire pleurer ! » a ainsi lancé un adjoint du directeur à un facteur qui exprimait son impossibilité de faire la tournée d'un gréviste.

9 jours sans aucune négociation avant une première rencontre le 28 octobre avec quasiment rien du côté de la direction.

La solidarité s'organise avec les facteurs en mouvement du 12^{ème} confrontés à une « restructuration » similaire, avec d'autres postiers, d'autres salariés.

Pour notre part, nous avons diffusé notre tract de soutien sur les marchés et à un métro. Nous avons lancé une pétition. Première initiative à la Porte Brancion : 400 tracts, 71 pétitions de soutien. Il est tout à fait remarquable que les réactions de sympathie soient si nombreuses. La population est du côté des facteurs, des salariés qui luttent en général. L'exaspération devant la dégradation du service public, de la distribution du courrier, de l'organisation des bureaux de poste joue. Mais plus largement, une colère diffuse anime notre pays, celle qui a mis des millions de travailleurs dans les rues l'an dernier contre la casse des retraites.

Des collectes sont organisées.

La direction de La Poste programme à nouveau 24 suppressions d'emploi de facteur sur à peine 300 au centre de distribution du 15^{ème}.

A 70%, les facteurs du 15^{ème} se sont mis en grève depuis le mercredi 19 octobre, parce que la coupe est pleine !

Au fil des restructurations depuis 2000, si on laisse faire, le nombre de facteurs aura été divisé par deux dans notre arrondissement. Pourtant la population a augmenté de 10.000 habitants et le nombre d'entreprise a également crû. Au plan national, tous les discours des privatiseurs sur le déclin du courrier sont démentis par les faits. Malgré internet, le volume de courrier diminue à peine (-0,5% par an à population égale, sans compter la « crise ») et celui des colis croît rapidement.

Nous assistons à rien d'autre qu'à un nouvel épisode du sabotage délibéré du service public de La Poste. Après l'an 2000, la « deuxième tournée »,

celle des recommandés, a été sacrifiée. Maintenant, les conditions de distribution du courrier du jour même pour le lendemain sont plus que menacées.

C'est clair, dans un objectif de profit pour le compte du privé, cette fonction structurante pour l'économie et la vie du pays, n'a plus d'intérêt.

Usagers particuliers, mais aussi professionnels, entreprises, commerçants, nous en sommes tous les victimes. Le courrier arrive de plus en plus tard dans la journée, part de plus en plus tôt. Là où la norme, avec confiance était le J+1, à la satisfaction de tous, la réalité devient aléatoire. Nous devons sans cesse payer plus cher le timbre, des services spéciaux pour avoir moins qu'avant. Et des profits sont dégagés : pour casser le service public aujourd'hui, pour quels actionnaires demain ?

Le nouveau timbre « vert », 57 cts pour du J+2 est l'illustration de cette politique de repli. Quant au rôle social du facteur, par exemple auprès par exemple des

personnes âgées, il passe dans les souvenirs.

Dans tout le pays se développent des luttes parmi les facteurs et les agents du tri ou des guichets. Les suppressions d'emploi se traduisent par une dégradation intolérable des conditions de travail, l'extension et l'éclatement des tournées, tout cela pour des paies de misère. Par l'impossibilité aussi de faire bien son travail conformément à la mission de service public.

Par millions en 2009, usagers des villes et des campagnes, nous avons exprimé notre refus de la privatisation de La Poste et du saccage du service public postal lors de la transformation de La Poste en société anonyme. Le prétexte du gouvernement – injecter 2,7 milliards d'euros – n'a servi qu'à casser davantage d'emploi et transformer de plus en plus la Banque Postale en banque privée.

STOP ! Le rapport de force existe toujours dans le pays pour défendre



le service public postal. Les luttes, à l'appel des organisations syndicales, comme celle des facteurs du 15^{ème}, ou le mouvement des agents des services financiers de la rue Bourseul, après le suicide dramatique d'une employée, se développent partout. Cette semaine sont en action les facteurs de **Bédarieux** dans l'Hérault, les guichetiers de **Morlaix** dans le Finistère, les facteurs de **Trélazé** dans le Maine-et-Loire, de **Ganges** dans l'Hérault, de **Grenoble** dans l'Isère...

Les conditions d'une convergence dans l'entreprise pour un mouvement général, avec les autres services publics, notamment avec les cheminots fortement mobilisés le 11 octobre, avec les usagers enfin, existent.

Le service public fait face à la même logique défendue par les deux forces politiques de l'alternance, la droite et le PS (et ses satellites) qui se relaient depuis les années 80 pour démanteler

les grandes entreprises publiques de service public. L'Union européenne, ses traités et directives, l'euro sont leurs instruments au service du capital.

Ensemble, nous avons la force de dire NON, de gagner des ruptures : NON à la privatisation, à l'application des directives européennes de marchandisation, OUI à la défense de La Poste, à la reconquête du monopole public, à la défense des statuts et des conditions de travail des personnels. **Seule la lutte sera décisive, avant comme après les élections de 2012.**

APPUYONS MASSIVEMENT LA GREVE DES POSTIERS DE PARIS 15 !

AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOI A PARIS 15 ! EMBAUCHE SOUS CDI DES 19 CDD ET DES SALARIES NECESSAIRES AU BON FONCTIONNEMENT DU SERVICE !

Jusqu'en juillet 2010: pour 56 centimes, notre courrier était acheminé en un jour.



Maintenant avec le timbre «vert écolo» (de qui se moque-t-on?), pour 57 centimes, il sera acheminé en 2 jours.

Plus cher, plus lent: la conception du déclin des services publics essentiels au pays des privatiseurs!

DROIT AU LOGEMENT

Attaque frontale du gouvernement contre la Confédération nationale du logement (CNL).

Ne laissons pas passer!



La Confédération nationale du logement est l'une des plus grandes associations de France au service de la défense des droits des locataires, des propriétaires habitants, des consommateurs.

Les amicales CNL - nous pouvons le constater dans de nombreux ensembles du 15^{ème} - mènent des actions de tous les jours, face aux bailleurs, contre les hausses de loyers, les charges abusives, contre les expulsions, pour le cadre de vie.

Ces actions locales s'inscrivent dans la bataille nationale de la CNL pour le droit au logement. Cela l'amène ; comme c'est logique, à combattre la politique des gouvernements successifs en la matière.

La CNL demande notamment la construction de 180.000 logements sociaux par an et la création d'un service public national décentralisé du logement et de l'habitat.

Elle condamne avec détermination la sape du financement du logement social (livret A, financements publics) quand le gouvernement maintien et multiplie les aides, les défiscalisations au profit du secteur lucratif et de la spéculation.

Cette pratique du débat et de la lutte, voilà ce qui est certainement intolérable pour le gouvernement actuel qui ne connaît que l'arbitraire, l'intimidation, les représailles.

Le ministre de la consommation, **Hervé Novelli**, vient ainsi de **refuser de renouveler l'agrément de la CNL comme association de consommateurs.** Les prétextes administratifs ne tiennent pas un instant pour une association de cette notoriété, agréée constamment depuis 1980.

Les conséquences sont graves. La CNL ne peut plus agir en justice pour la défense des consommateurs. Une lourde menace pèse sur ses moyens de fonctionnement.

La CNL n'a pas l'intention de se taire. Bien au contraire.

Communistes de la section du PCF du 15^{ème} arrondissement, nous soutenons et appelons les habitants du 15^{ème}, les associations à soutenir les actions de la CNL pour le renouvellement de son agrément.

Il va de notre intérêt à tous de défendre la CNL car c'est défendre le droit au logement.

LA CNL : 8 rue Mériel - BP 119—93104 Montreuil Cedex

Notre position sur les primaires du PS diffusée publiquement avant et complétée après le vote.

Primaires du PS: un recul démocratique pour esquiver l'exigence populaire de changement

La direction du Parti socialiste a pris la lourde responsabilité de rapprocher la vie démocratique du niveau zéro, en suivant le piètre modèle américain.

Le PCF Paris 15^{ème} dénonce l'organisation de « primaires » par le PS et ne comprend pas que 60 écoles publiques de notre arrondissement soient mises à disposition de cette initiative qui n'a rien d'officiel.

On comprend l'objectif de l'opération politicienne et de sa mise en scène. **Six personnages incarnent superficiellement un positionnement plus ou moins « social à gauche » ou « centriste ».** Mais ils ont tous adopté le même programme et siégeront dans le même gouvernement en cas d'alternance. Il ne s'agit que de canaliser l'électorat vers le candidat PS au 1^{er} tour des présidentielles. D'autres socialistes ou « écologistes » se chargent de le faire pour le 2nd tour.

Nous le vivons de façon flagrante depuis 2007 : **La réduction de la vie politique à la personne du Président de la République et à une élection tous les cinq ans est une arme pour imposer au peuple la politique de régression économique et sociale.** Le PS, qui, souvenons-nous, a adopté en commun le quinquennat avec la droite en 2000, enfonce le clou aujourd'hui avec son « casting ».

Bien sûr qu'il faudra battre Sarkozy et l'extrême droite. Mais pour nous communistes, la question n'est pas qui va continuer la politique au service de l'argent après mai 2012 mais comment on la combat et on commence à la mettre en échec.

La politique de super-austérité qui s'abat sur les pays d'Europe les uns après les autres, au nom des déficits publics et de la finance internationale, est à l'ordre du jour de la France dès les élections passées. Alors que déjà la vie est de plus en plus dure pour des millions de salariés, de retraités, de jeunes, de chômeurs.

Aussi les promesses électorales d'aujourd'hui n'engagent que ceux qui les croient. Les socialistes grecs ont été élus en 2009 sur l'engagement d'augmenter les salaires de 5%...

Mais les positions de fond ne peuvent pas toujours être masquées. Les annonces des dirigeants du PS sont inquiétantes pour l'avenir du financement de la Sécurité sociale (CSG). Le PS vient de voter le plan d'étranglement du peuple grec conçu par l'UE, la BCE et le FMI. Il a laissé passer en 2009 le plan de renflouement des banques. En 2008, il a ratifié avec la droite, contre les Français, le Traité de Lisbonne. Fondamentalement, ses choix s'alignent sur ceux de l'UE du capital.

Pour nous communistes, l'heure n'est pas et ne sera jamais à faire « le choix du moins pire ». Les travailleurs ont déjà donné ! Toute notre énergie est déployée pour faire grandir des positions de rupture et contribuer au développement des luttes.

Un rapport de forces considérable existe dans le pays pour un vrai changement. Le mouvement pour les retraites, il y a un an, l'a montré par millions. Son échec a déjà été dû à l'enfermement de la perspective politique sur les élections de 2012. Le 27 septembre, les enseignants ont fait grève et manifesté en masse. Les ouvriers des raffineries du sud, de la sidérurgie en Lorraine se battent contre la liquidation de leurs usines par les trusts gavés d'argent public. A la SNCF, la mobilisation des cheminots grandit contre la politique de mise en concurrence et de privatisation.

Sur cette base construisons la riposte ! Refusons de payer leur crise ! Défendons sans concession la Sécurité sociale et les services publics ! Gagnons des nationalisations démocratiques ! Refusons l'application des traités et directives européennes ! Gagnons la rupture avec l'UE du capital et l'euro !

Tout cela, ce n'est pas dans les « primaires » du PS que vous pourrez l'exprimer ! Adhérez au PCF !

Ne pas laisser sous-estimer les manifestations du 11 octobre. Une énorme attente faisant écho au mouvement de l'an dernier pour les retraites et ne demandant qu'à faire éclater le carcan de la préparation des élections de 2012. Nous avons diffusé notre tract sur la dette publique (Infos 15 n°82).



BREVES:

CONTRE L'AUGMENTATION DE LA TAXE DE BALAYAGE:

Le Conseil de Paris du 27 septembre a décidé d'aligner la taxe de balayage de tous les foyers sur le maximum du barème. Cela représente une augmentation moyenne de 26 euros par ménage. C'est injuste, contradictoire avec l'affichage de ne plus augmenter les impôts. Comme l'expliquent la CGT du nettoyage de Paris et la CNL, cela n'a par ailleurs rien à voir avec les besoins du service public de la propreté. La priorité, c'est l'investissement public pour couper court au gâchis financier des externalisations au privé. Une grève des éboueurs du groupe privé Pizzorno le 6 juillet dans le 15ème l'avait, malgré l'étouffement médiatique, bien dénoncé.

Nous avons diffusé un tract sur l'ensemble de ces questions.

SNCF: LE MOUVEMENT DES CONTROLEURS après l'agression de l'un des leurs le 6 octobre a atteint en quelques heures toute la France. Il est révélateur du niveau de casse du service public, de suppression de personnel notamment.

En 2011/2012, la SNCF sera bien le point de convergence des luttes pour le service public, pour les nationalisations, la défense et la reconquête des monopoles publics, des statuts. Ces trois points sont indissociables.



Un com-
de la « gauche » toute entière, avec la participation de la plupart des candidats PS à la primaire, comme l'intronisation de Mélenchon. Notre vécu, le long d'une semaine est tout à fait différent. Le malaise est profond chez les communistes. Mélenchon n'enthousiasme pas et est très largement perçu comme un rabatteur du PS. L'illusion d'un rassemblement avec le Front de gauche fait long feu. Le refus de l'effacement de notre Parti est fort comme les inquiétudes, les hésitations.

Une forte attente de positionnement ferme, de lutte du PCF.

Sur le cœur du consensus des forces de l'alternance droite/PS, l'UE du capital, nous avons décidé de relayer l'appel (interne) **pour que le PCF lance une campagne nationale « pour la rupture avec l'UE du capital, la non application des traités, directives et règlements européens, pour la sortie de l'euro »**. Les réactions négatives ont été très peu nombreuses, jamais argumentées. Plus de 300 signatures ont été collectées.

UN BILAN TRES POSITIF DU STAND DE LA SECTION DU PCF PARIS 15

Une participation plus grande des camarades, sympathisants et amis: plus d'une quarantaine (sans compter les camarades du Collectif PCF RATP qui étaient à côté de nous). Avec un travail plus lourd que d'habitude: l'ensemble du montage et du démontage des structures.



Une bonne fréquentation du stand malgré la baisse de visiteurs sur l'ensemble de la Fête. L'attrait politique et certaines animations (le concert de Martial

et Olivier reprenant Georges Brassens notamment) l'ont permis ainsi que l'excellente ambiance dopée, entre autres, par le punch à Juju.

9 adhésions concrétisées à la JC 15ème, transformées depuis, une à la section. Notre stand entièrement militant, par la diversité de profession, d'âge a donné la meilleure image de ce que devrait être l'organisation communiste.



Des milliers d'échanges politiques. De très nombreux camarades et sympathisants d'autres sections, de province ont cherché à échanger avec nous sur le PCF, la situation politique générale.

constat: on a voulu présenter la Fête du journal communiste comme celle du « Front de gauche »,

